

Deuxième décennie du développement

1971 - 1980

UNE résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies, du 19 décembre 1961, déclarait la période 1961-1970 « première décennie du développement » et fixait des objectifs pour rapprocher, à terme, le niveau de vie des peuples des pays sous-développés de celui des nations industrialisées. L'O.N.U. va débattre de la stratégie du développement pour la deuxième décennie 1971-1980, que nous abordons. Faisons le point des résultats atteints en cette année charnière 1970.

On ne peut que donner ici une image globale qui dissimule des grandeurs assez variables selon les pays.

L'analyse aboutit à des conclusions différentes selon l'approche : les progrès économiques dans le Tiers-Monde peuvent être regardés du point de vue des nations ou de celui des individus, isolément ou par rapport aux résultats des pays « riches ».

Le dernier rapport de la Banque mondiale évalue le taux de croissance globale du produit intérieur brut, pour l'année 1969, au chiffre flatteur de 6,7 % (5,1 % pour la période 1961-1965), mais ce taux, si le calcul est pratiqué en monnaie de valeur constante, tombe entre 3,5 et 4 %, alors que le pourcentage correspondant pour les pays industriels a été de 4 %. Ce sont là des chiffres récents qui inciteraient à l'optimisme si l'on négligeait le phénomène démographique; or, dans le Tiers-Monde, la population augmentait de 2,6 % au cours de l'année et, dans l'autre groupe, de 1 % seulement si bien que le revenu par tête, même au cours d'une année favorable aux pays pauvres, du fait notamment de l'augmentation des prix de nombreuses matières premières, a continué d'augmenter plus rapidement dans les nations aisées.

M. Ph. de Seynes ⁽¹⁾, dans un discours prononcé à propos de la stratégie à définir pour la deuxième décennie du développement, fournissait d'ailleurs des précisions inquiétantes. Les deux tiers de la population mondiale, disait-il, vivent encore dans des pays où la production par tête est inférieure à 100 \$ et « pour la plupart, ces revenus ont à peine augmenté pendant les dix années 1958-1968 ». D'après une étude du Professeur Brand, entre 1960 et 1967, le Produit National Brut par tête, dans les pays en voie de développement, était passé de 100 à 157 \$ (+ 57 %) et, dans les régions riches, de 1 190 à 2 130 \$ (+ 79 %). La part du Tiers-Monde dans le total des exportations mondiales diminue de 28 % en 1953 à 22,2 % en 1965 et à 17,7 % en 1969. Les comparaisons régionales confirment le diagnostic d'ensemble : de 1960 à 1969, le Produit National Brut par tête augmente de 36 % en Europe, de 25 % en Amérique latine bien que celle-ci compte des pays déjà avancés dans la phase de transition du développement et que cette région ait reçu plus d'aide extérieure que d'autres.

L'explication de cette situation tient, pour une grande part, dans les données du tableau I.

Tableau I (en millions)

	1960	1970	Accroissement %
Population mondiale . . .	2 998,2	3 631,8	+ 21,13
Population des pays sous-développés	2 024,17	2 541,5	+ 25,74
Population des pays développés	976,41	1 090,3	+ 11,66

(1) Secrétaire Général Adjoint aux affaires économiques et sociales de l'O.N.U.

La croissance démographique a été plus de deux fois plus rapide dans le Tiers-Monde, si bien que, même lorsque les taux de croissance économique nationaux sont les mêmes, l'écart en niveau de vie individuel croît. Et cette hypothèque démographique se retrouve partout : malgré un effort énorme en matière d'enseignement, le nombre des analphabètes dans les pays en voie de développement, selon l'U.N.E.S.C.O., est passé de 700 à 800 millions au cours des dix années écoulées, de même que, selon la F.A.O., la production alimentaire par personne n'avait pu augmenter en Afrique et en Amérique latine entre 1954 et 1965.

Or, le potentiel considérable d'expansion démographique que renferment les structures d'âge des populations des pays en voie de développement va encore augmenter l'écart dans la croissance humaine. Le tableau II concrétise bien ce phénomène.

Tableau II

	1970	1980	Accroissement %
	En millions d'habitants		
Allemagne fédérale	58,6	61	+ 10,1
Grande-Bretagne	56	59,5	
France	51,1	55,3	
Total	165,7	175,8	
Inde	554,6	717,4	
Pakistan	136,9	191,4	
Indonésie	121,2	161,3	
Bésil	93	123,7	
Total	905,7	1 193,8	

Projections de la Division de la population de l'O.N.U.

Cette « explosion démographique » correspond, pour des pays habités par plus de 2 milliards d'habitants, à une phase transitoire de l'histoire humaine au cours de laquelle le taux de mortalité a baissé brusquement sans que la fécondité diminue en proportion; celle-ci écrase l'amélioration du niveau de vie individuel malgré d'indiscutables progrès de la production totale.

Dans un récent colloque (1), le Professeur Sadie présentait une comparaison des données économiques et humaines dans le monde (voir tableau IV), selon lesquelles 66 % de la population du monde a un Produit National Brut (P.N.B.) par tête de 135 \$ en moyenne, avec un taux de croissance annuel de la population de 2,4 %, et 26 % de la population du globe dispose d'un revenu moyen de 1 700 \$, alors que son taux de croissance démographique n'est que de 0,9 %. Les faibles revenus restreignent d'évidence les possibilités d'épargne, donc d'investissements, et c'est le cercle vicieux du

sous-développement que l'aide du monde riche ne parvient pas à briser.

Qu'en est-il de cette aide ?

Le tableau III, extrait du rapport 1970 de la Banque mondiale, donne l'impression d'un accroissement sensible de l'aide, sauf en 1969. Mais, même si l'on tient compte de la croissance importante du Produit National Brut des pays qui aident, la croissance démographique des pays aidés fait que l'aide consacrée par les premiers aux seconds diminue par tête d'habitant du Tiers-Monde. La part des dons dans l'aide se rétrécit également. Le flux de l'aide publique (investissements privés exclus) fournie par les pays aidants passe de 0,49 % de leur Produit National Brut en 1964, à 0,39 % en 1969. Alors qu'en 1956, les États-Unis fournissaient la moitié de l'aide totale enregistrée, la France 15 à 20 % et la Grande-Bretagne 10 %, ces trois pays, ensemble, ne contribuent plus que pour 55 % (les États-Unis et la Grande-Bretagne ayant sensiblement réduit l'aide en 1969) (1).

Tableau III Apports financiers aux pays en voie de développement (en milliards de \$)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Total des apports publics et privés	9,14	10,41	10,35	11,31	13,19	13,30
Dont en dons . . .	4,25	4,21	4,28	4,39	4,10	4,38

Certaines personnes imaginent que cette aide est gratuite; or, les dons en représentent moins du tiers. Il s'agit principalement de prêts à des taux d'intérêt variables (7 % en 1970 pour les prêts de la Banque mondiale). Il en résulte que la dette extérieure des pays assistés croît rapidement (de 37,7 milliards de \$ en 1965, elle passe à 60 à la fin de 1969) et le service de cette dette (amortissement et intérêt) s'élevait à 4 673 millions de \$ en 1968, soit plus du tiers de l'aide totale de la même année.

Depuis deux ou trois ans, la charge de la dette extérieure croît plus vite dans les pays assistés que le P.N.B. et que les exportations, alors que le flux net de capitaux acheminés vers eux plafonne. Les pays et organismes créanciers vont être amenés à consentir des remaniements au calendrier des remboursements (2).

(1) En revanche, les concours du Japon et de l'Allemagne, au total 550 millions de \$ en 1956, ont atteint 3,2 milliards de \$ en 1969, et quatre pays : Autriche, Danemark, Suède et Norvège ont consacré à l'aide 520 millions de \$, soit vingt fois plus qu'en 1956.

(2) Un modèle mathématique, construit par le Professeur Enke, démontre qu'un pays ayant un taux de natalité supérieur à 32 pour mille et un taux de mortalité de 15 pour mille qui réalise une croissance annuelle de 2 % de son Produit National Brut par tête, avec un taux d'épargne intérieure de 20 % (supérieur à la réalité), ne peut pas rembourser les emprunts extérieurs nécessaires à sa croissance même si le taux d'intérêt n'excède pas 4 %.

(1) « L'impact de l'explosion démographique sur les relations internationales ». Juin 1970. Johannesburg.

Non seulement la répartition de l'aide est très inégale, obéissant à des critères souvent plus politiques qu'économiques, mais elle n'atteint pas les 1 % du Produit National Brut des pays industrialisés dont on était convenu à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Delhi en 1968 (1). Selon le dernier rapport du Comité d'aide au développement, elle a représenté, en 1969, 0,72 % du Produit National Brut des pays industrialisés.

Sur le seul plan alimentaire, la situation dans certains des pays du Tiers-Monde peut en venir à revêtir des aspects dramatiques (2). Des pays, tels que l'Inde, n'ont évité des famines comme celles que l'on ne connaissait plus depuis la fin du XIX^e siècle, que grâce à l'aide massive américaine et canadienne. Mais les stocks de blé et de grains, qui étaient très élevés au début de la décennie, ont considérablement baissé; en outre, des pays autrefois exportateurs ou qui se suffisaient, comme l'U.R.S.S., l'Europe de l'Est et la Chine, sont devenus importateurs et acheteurs de céréales ou de viande.

Si les pays en voie de développement se révèlent incapables, dans l'ensemble, d'accroître la production alimentaire *par habitant*, ces pays, à mesure qu'ils élèveront leur niveau de vie, devront importer de plus en plus de nourriture

au détriment des achats d'équipements nécessaires à leur industrialisation.

Le troisième aspect préoccupant de la production alimentaire en pays sous-développé concerne le sous-emploi dans l'agriculture qui ne peut que s'amplifier, surtout si la productivité s'améliore; en effet, la croissance démographique s'opère à un rythme tel que, malgré l'urbanisation et l'industrialisation prévisibles, la population rurale va croître (3) et l'agriculture ne pourra pas absorber la main-d'œuvre supplémentaire.

Au départ de cette seconde décennie du développement, il existe toutefois quelques signes encourageants dans les domaines démographique et alimentaire.

Du côté de la population, certains pays ont éprouvé récemment une baisse assez spectaculaire.

(1) Voir *Population et Sociétés* N° 3 : « Réflexions après Delhi ».

(2) Selon l'agronome R. Dumont, 300 à 500 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim et 1 600 millions de malnutrition.

(3) Selon les projections les plus récentes de l'O.N.U., la population rurale, dans les pays en voie de développement va passer, entre 1960 et l'an 2000, de 1 766 à 3 298 millions bien que la population urbaine quadruple dans le même temps.

Tableau IV

	Taux (pour mille)			Structures par âge (%)		
	Natalité	Mortalité	Croissance	0 à 14 ans	15 à 64 ans	65 ans et plus
<i>Groupe I</i> : (1) Produit National Brut, par personne, supérieur à 750 \$ (moyenne 1 700 \$) 954 millions d'habitants.	18	9	9	28	62	10
<i>Groupe II</i> : Produit National Brut de 250 à 750 \$ (moyenne 570 \$)						
Sous-groupe A (2) 137 millions d'habitants	20	9	12	28	62	10
Sous-groupe B (3) 23 millions d'habitants	33	8	25	42	55	3
Sous-groupe C (4) 138 millions d'habitants	42	9	32	45	52	3
<i>Groupe III</i> : (5) Produit National Brut inférieur à 250 \$ (moyenne 135 \$) 2 380 millions d'habitants	41	17	24	41	55	4

(1) Pays d'Europe occidentale et du Nord, Italie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., États-Unis, Canada, Japon, Israël, Afrique du Sud (blancs), Argentine, Venezuela, Porto Rico. Ils représentent 26 % de la population mondiale et produisent 77 % du Produit Mondial Brut.

(2) Europe du Sud, sauf Italie, Bulgarie, Pologne, Roumanie.

(3) Quelques pays d'Asie et d'Afrique en voie de réduire leur fécondité (du type Formose).

(4) Seize pays d'Amérique latine à mortalité basse.

(5) Reste du monde, dont sept pays d'Amérique latine à mortalité encore élevée, la Chine et les Indes. Si, comme dans le sous-groupe II C, celle-ci s'abaisse plus vite que ne diminuera la fécondité, le taux de croissance de ces deux tiers de la population mondiale va encore augmenter.

laire de leur fécondité et donc de leur taux de croissance naturelle ⁽¹⁾; la rapidité du phénomène permet de penser qu'une prise de conscience, par la population de ces régions, du frein au développement économique que représente une fécondité intense peut être rapidement suivie d'effets, mais le potentiel de fécondité que recèlent les structures d'âge demeurera en tout état de cause et les conséquences sur la croissance d'un abaissement plus rapide et plus généralisé que prévu de la fécondité ne se manifesteront pas dans la prochaine décennie.

Les nouvelles techniques de production agricole intensive, qu'on englobe sous le nom de « révolution verte », éclairent également l'avenir, mais leurs effets ne peuvent être immédiats et, là encore, les dix prochaines années constituent un passage périlleux. Des études théoriques, comme celles de Colin Clark ⁽²⁾, ont montré que la terre pourrait nourrir beaucoup plus d'habitants que les effectifs de 6 à 7 milliards attendus pour l'an 2000.

Il relève de la théorie de disserter sur la population maximum, alors que nous sommes les

acteurs d'une course de vitesse entre croissance de la population et de la production alimentaire.

Il est également assez académique de remarquer que la croissance naturelle diminuera au fur et à mesure que le niveau de vie s'améliorera, ce que confirme toute l'histoire démographique récente.

Au seuil de cette deuxième décennie du développement, la vraie préoccupation est de savoir comment les nations riches pourront mieux aider les peuples des pays qui constituent le véritable prolétariat du monde actuel, à combler leur retard.

P. LONGONE.

⁽¹⁾ Entre 1962 et 1967, les taux de natalité ont baissé de 37,4 pour mille à 28,5 à Formose, de 32,8 à 24,6 à Hong-Kong, de 35,1 à 27,1 à Singapour, de 34,2 à 28,4 au Chili et de 33,8 à 29,2 à Cuba.

⁽²⁾ « Population growth and land use. » La terre pourrait supporter 47 milliards d'habitants selon l'auteur, avec les niveaux de consommation américains actuels, si toutes les terres étaient exploitées avec les techniques les plus avancées que nous connaissons.

DÉMOGRAPHIE

La durée réelle de vie fertile.

L'opinion générale est que la durée théorique de la période fertile de la femme est de 35 années (de 15 à 50 ans). Mais dans la réalité, elle est bien plus courte. D'une part 6,6 années, en moyenne sont à éliminer du fait de la

stérilité passagère ou totale d'un certain nombre de femmes. D'autres causes naturelles ou sociales (célibat, âge au mariage, espacement des naissances, durée de l'allaitement par exemple) réduisent encore sensiblement et de façon diverse, selon les pays, la durée moyenne de la vie fertile et la ramènent de 11 à 20 ans, selon les populations. M. Bourgeois-Pichat a établi le tableau ci-dessous qui donne une idée de l'ordre de

grandeur de la descendance parmi des couples ne pratiquant pas systématiquement la prévention des naissances dans divers pays et à diverses époques.

Ce tableau montre la part considérable prise par les habitudes ou coutumes sociales dans le rythme de la reproduction, même avant l'introduction de la prévention des naissances.

	Canada français (XVIII ^e siècle)	États-Unis (XVIII ^e siècle)	Suède (XIX ^e siècle)	Afrique Noire du Sud (actuelle)	Indes (actuelles)
Durée brute moyenne de la vie féconde	35 ans	35 ans	35 ans	35 ans	35 ans
Stérilité biologique ⁽¹⁾	6,6	6,6	6,6	6,6	6,6
Infécondité due aux conditions de vie ⁽¹⁾	0,0	3,5	3,5	15	6,8
Infécondité due aux coutumes sociales ⁽¹⁾	8,7	8,1	14,4	2,4	3,1
Perte de fécondité totale ⁽¹⁾	15,3	18,2	24,5	24,0	16,5
Vie féconde restante ⁽¹⁾	19,7	16,8	10,5	11,0	18,5
Intervalle moyen entre naissance ⁽¹⁾ ..	2,0	2,0	2,5	2,5	3,0
Taille famille complète ⁽²⁾	9,9	8,4	4,2	4,4	6,2
Taux de reproduction brut	4,83	4,10	2,07	2,14	3,03

⁽¹⁾ En années. ⁽²⁾ Nombre d'enfants dans les familles où la femme a dépassé l'âge de la procréation sans que le mariage ait été prématurément dissous.

SOMMAIRE DE « POPULATION » N° 5 OCTOBRE 1970

J. BOURGEOIS-PICHAT et Si Ahmed TALEB	Un taux d'accroissement nul en l'an 2000 dans le monde en voie de développement ?
R. HORVATH	La pensée économique et démographique de G. Berzeviczy (1763-1822).
Cl. VIMONT et L. FOUCHER	Concentration industrielle et besoins en personnel.
Y. TUGAULT	Mobilité géographique en France depuis un siècle.